

GE_GERICHTE P/8958/2023 vom 31. Januar 2025

GE Cour de justice, 2025-01-31, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_8958_2023

FR: GE_GERICHTE P/8958/2023 du 31 janvier 2025

IT: GE_GERICHTE P/8958/2023 del 31 gennaio 2025

Volltext

Genève Cour de Justice (Cour pénale) Chambre pénale d'appel et de révision 31.01.2025
P/8958/2023

P/8958/2023 AARP/31/2025 du 31.01.2025 sur JTDP/1262/2024 (PENAL) ,
IRRECEVABLE RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE
P/8958/2023 AARP/31/2025 COUR DE JUSTICE Chambre pénale d'appel et de révision
Arrêt du 31 janvier 2025 Entre A _____ , domicilié _____, comparant en personne,
appelant, contre le jugement JTDP/1262/2024 rendu le 29 octobre 2024 par le Tribunal de
police, et LE MINISTÈRE PUBLIC de la République et canton de Genève, route de
Chancy 6B, case postale 3565, 1211 Genève 3, intimé. Vu le jugement JTDP/1262/2024
rendu le 29 octobre 2024 par le Tribunal de police, notifié dans sa version motivée le 11
décembre 2024 ; Vu l'annonce d'appel déposée par A_____ par courrier recommandé du 7
novembre 2024 expédié le lendemain ; Vu l'absence de déclaration d'appel déposée dans le
délai légal arrivant à échéance le 2 janvier 2025 ; Qu'interpellé sur l'apparente irrecevabilité
de son appel par courrier du 13 janvier 2024, A_____ a répondu, en date du 23 janvier
2025, qu'il avait adressé sa déclaration d'appel à la CPAR le 23 décembre 2024 par courrier
simple, tout en joignant un exemplaire signé de cet envoi ; Qu'après vérifications auprès du
greffe de la CPAR, le courrier qu'aurait adressé A_____ le 23 janvier 2024 à la CPAR ne
lui est jamais parvenu ; Considérant, en droit, qu'en vertu de l'art. 388 al. 2 let. a du Code de
procédure pénale (CPP), le magistrat de la juridiction d'appel exerçant la direction de la
procédure peut décider de ne pas entrer en matière sur les recours manifestement
irrecevables ; Que, selon l'art. 399 al. 3 CPP, la partie qui annonce l'appel adresse une
déclaration d'appel écrite à la juridiction d'appel dans les 20 jours à compter de la
notification du jugement motivé ; Qu'en l'absence d'une déclaration écrite d'appel, l'appel
est irrecevable (arrêts du Tribunal fédéral 6B_203/2021 du 18 novembre 2021 consid. 7 ;
6B_1336/2017 du 22 mai 2018 consid. 2.1) ; Que la preuve de l'expédition d'un acte de
procédure en temps utile incombe à la partie, respectivement à son avocat (ATF 147 IV 526
consid. 3.1 ; 142 V 389 consid. 2.2 ; arrêts du Tribunal fédéral 7B_3/2025 du 17 janvier
2025 consid. 1.2 ; 7B_180/2024 du 4 octobre 2024 consid. 1.1.3 ; dans le même sens : ATF
142 III 369 consid. 4.1). La preuve du respect du délai doit être apportée au degré de la
certitude, et non simplement de la vraisemblance prépondérante ; elle résulte en général de
preuves "préconstituées" (sceau postal, récépissé d'envoi recommandé ou encore accusé de
réception en cas de dépôt pendant les heures de bureau), la date d'affranchissement postal
ou le code à barres pour lettres, avec justificatif de distribution, imprimés au moyen d'une
machine privée ne constituant en revanche pas la preuve de la remise de l'envoi à la poste
(arrêts du Tribunal fédéral 7B_3/2025 du 17 janvier 2025 consid. 1.2 ; 7B_180/2024 du 4
octobre 2024 consid. 1.1.3). Un acte de procédure est en tous les cas présumé avoir été
déposé à la date ressortant du sceau postal (ATF 142 V 389 consid. 2.2 ; arrêts du Tribunal
fédéral 7B_3/2025 du 17 janvier 2025 consid. 1.2 ; 4A_556/2022 du 4 avril 2022 consid.

2.1). Qu'en l'espèce, A_____ n'apporte pas la preuve d'avoir effectivement adressé par pli simple, dans le délai légal arrivant à échéance le 2 janvier 2025, sa déclaration d'appel datée du 23 décembre 2024 ; Qu'il s'ensuit qu'aucune déclaration d'appel n'a été formée en temps utile ; Que l'appel est ainsi manifestement irrecevable ; Que l'art. 428 al. 1 CPP consacre que les frais de la procédure de recours sont mis à la charge des parties dans la mesure où elles ont obtenu gain de cause ou succombé, la partie qui retire son appel étant considérée avoir succombé ; Que l'appelant supportera en conséquence les frais de la procédure envers l'État, y compris un émolument d'arrêt (art. 14 al. 1 lit. b du règlement fixant le tarif des frais en matière pénale [RTFMP]) ; * * * * * PAR CES MOTIFS, LA COUR : Déclare irrecevable l'appel formé par A_____ contre le jugement JTDP/1262/2024 rendu le 29 octobre 2024 par le Tribunal de police dans la procédure P/8958/2023. Condamne A_____ aux frais de la procédure d'appel par CHF 395.-, qui comprennent un émolument de CHF 300.-. Notifie le présent arrêt aux parties. Le communique, pour information, au Tribunal de police. La greffière : Linda TAGHARIST La présidente : Delphine GONSETH Indication des voies de recours : Conformément aux art. 78 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière pénale. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. ETAT DE FRAIS COUR DE JUSTICE Selon les art. 4 et 14 du règlement du 22 décembre 2010 fixant le tarif des frais et dépens en matière pénale (E 4 10.03). Bordereau de frais de la Chambre pénale d'appel et de révision Délivrance de copies et photocopies (let. a, b et c) CHF 00.00 Mandats de comparution, avis d'audience et divers (let. i) CHF 20.00 Procès-verbal (let. f) CHF 00.00 Etat de frais CHF 75.00 Emolument de décision CHF 300.00 Total des frais de la procédure d'appel : CHF 395.00

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.